



La belle communication du Ministère sur Intradef. Comme quoi, quand on veut, on trouve des moyens...

Ouvriers de l'Etat, CED, TSO Attention au miroir aux alouettes !

Le ministère de la défense communique sur Intradef, en page d'accueil de surcroît, son projet de réforme du statut des ouvriers de l'Etat. Malgré le panégyrique diffusé par la DRH-MD, il ne faut pas s'y tromper : le compte n'y est pas !

Pour l'intersyndicale CFDT-CGT-UNSA-CFTC, les mesures énumérées sont un trompe l'œil. Primo, certaines sont néfastes (désindexations des bordereaux sur la métallurgie parisienne, réduction des professions, etc.). Secundo, les mesures « positives » ne compensent en rien la suspension des augmentations du BSO depuis 6 ans. C'est pourtant ce message non entendu par les autorités que font entendre les personnels dans toutes les mobilisations unitaires qui se développent partout.

En fait, seulement **1/3** des ouvriers se verront impactés véritablement par les mesures proposées. La **grande majorité** restante se verra reléguée à la **portion congrue**. Hormis l'augmentation générale de 2 fois 0,6% par équité avec les fonctionnaires, alors que c'est l'indice de la métallurgie qui devrait s'appliquer, il n'y a quasiment **rien** pour les 2/3 des OE. Les quelques mesures partielles qui répondent pour certaines aux revendications des syndicats, ne s'entendent pas sans le préalable de restauration du BSO. De plus, il y a un mélange des genres. La résorption des GIVN et GV faisait l'objet de mesures comprises dans le taux d'avancement à la faveur d'une modulation du taux et il est étonnant que ce sujet trouve place dans une espèce de chantage au BSO.

Il faut une **mesure d'ampleur pour TOUS les ouvriers car TOUS** ont payé la suspension du bordereau pendant 6 ans. La perte de l'indexation métallurgie viendrait se rajouter à une longue liste de reculs sociaux. Il suffit d'entendre les divers propos politiques dans la période et la détestation idéologique des agents publics en général pour imaginer que nous n'en avons pas terminé avec les attaques et reculs statutaires. **Tous** les ouvriers doivent de manière **égale** bénéficier d'une mesure de rattrapage à la **hauteur du préjudice subi**.

Aujourd'hui, sans minorer l'effet de certaines mesures qui ne sont que justice sociale, le ministre doit changer la donne ! A défaut, la COM de la DRH-MD ne reste que propagande et intoxication pour la CFDT-CGT-UNSA-CFTC !

Justice et égalité ! Est-ce si compliqué que cela pour le MinDéf à l'heure où jamais le soutien commun comme opérationnel n'aura eu autant besoin des compétences rares et reconnues des personnels ouvriers, chefs d'équipe et TSO ?

Si cela satisfait certaines organisations syndicales, c'est leur choix et nous le respectons sans animosité, pour autant **l'intersyndicale ne s'en satisfait pas** !

Un nouveau CTM est programmé le 13 décembre. Les organisations syndicales CFDT-CGT-UNSA-CFTC boycotteront à nouveau cette instance et appellent l'ensemble des personnels à poursuivre et amplifier leur mobilisation pour la défense de leur statut.

JUSTICE ET EGALITE POUR TOUS LES OUVRIERS!